

Au sommaire

Evolution de la situation à Diffa P.1

Situation alimentaire P.3

Inondations P.5

Appel de fonds pour 2016 P.6

FAITS SAILLANTS

- Plus de 69 000 personnes ont été obligées de se déplacer à la suite des attaques de Yébi et de Bosso en mai et juin 2016.
- Plus de 966 000 personnes ont reçu de l'assistance alimentaire dans le pays depuis janvier.
- Près de 30 000 personnes sont affectées par les inondations.



Crédit: Adamou M. Amadou/OCHA

CHIFFRES CLES

Nb. de personnes ayant reçu des abris (Source : groupe de travail abris et biens non alimentaires) 65 050

Nb. d'enfants attendus pour la malnutrition aiguë sévère (Source : Plan de réponse humanitaire 2016) 400 794 (196 389 filles et 204 405 garçons)

Nb. d'enfants attendus pour la malnutrition aiguë modérée (Source : Plan de réponse humanitaire 2016) 709 003 (347 411 filles et 361 592 garçons)

Nb. de personnes à risque d'inondation (Plan de contingence multirisque de 2016) 105 000

FINANCEMENTS

316 millions

Fonds requis (US\$) en 2016

97 millions US\$

(soit 31%)

Fonds mobilisés

Diffa : Des besoins croissants, des ressources limitées

Les attaques de mai et juin ont entraîné le déplacement de plus de 69 000 personnes

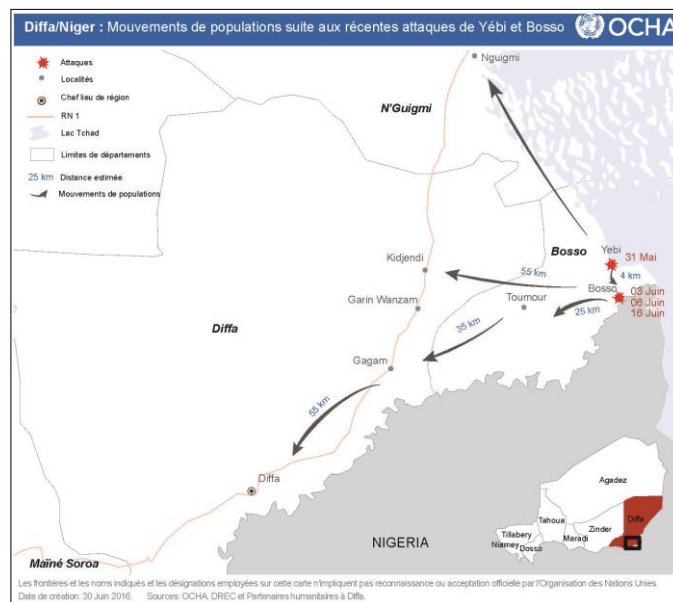
Les localités de Yébi et Bosso ont fait l'objet d'attaques perpétrées par les éléments de Boko Haram en mai et en juin. Ces attaques ont vidé Yébi de sa population qui s'est déplacée en fin mai vers d'autres zones y compris Bosso. L'attaque de Bosso du 3 juin a, à son tour, occasionné le déplacement de la quasi-totalité de la population de la ville mais aussi le déplacement par anticipation de plusieurs familles de Toumour. Au total, les personnes qui étaient forcées de se déplacer étaient estimées

à 69 000 par les autorités. Certaines d'entre elles sont hébergées dans des familles hôtes tandis que d'autres se sont installées de façon spontanée le long de la route nationale sur l'axe Kijjendi-Ngagam.

Des mesures ont été prises pour renforcer la sécurité à Bosso ainsi que dans les localités environnantes. Elles ont favorisé le retour d'environ 80 pour cent de la population autochtone dans ladite ville selon les autorités régionales. Pour Yébi, il n'a pas été constaté, à date de retour de populations pour des raisons sécuritaires. Ces derniers mouvements de populations ont causé une aggravation de la vulnérabilité des personnes déplacées internes, des personnes retournées, des réfugiés et des communautés hôtes.

Des besoins humanitaires de plus en plus importants

Les populations déplacées en mai et en juin ont dû abandonner leurs biens et leurs moyens de subsistance dans leurs zones d'origine au moment de leur fuite. Elles sont, de ce fait, dans une situation d'extrême vulnérabilité, particulièrement les femmes et les enfants, qui représentent plus de la moitié des populations déplacées toutes catégories confondues.



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies. Date de création: 30 Juin 2016. Sources: OCHA, DREC et Partenaires humanitaires à Diffa.

L'assistance se poursuit

Les autorités nigériennes et les partenaires humanitaires ont pu fournir l'aide nécessaire aux personnes les plus vulnérables dès les premiers jours de leurs déplacements. Les acteurs humanitaires ont revu à la hausse leurs stocks afin de fournir une assistance alimentaire d'urgence aux personnes déplacées de Yébi, Bosso et Toumour. Au total 106 116 personnes ont été assistées en juin dont 90 261 en vivres¹ et 15 855 en argent² (ou cash). Malgré la mobilisation autour des nouveaux déplacés, les acteurs humanitaires continuent d'assister les populations en insécurité alimentaire identifiées dans la région avant les attaques de Yébi et Bosso. Dans ce cadre, plus de 200 000 personnes ont été assistées dont 151 276 en vivres et 48 756 en argent.

Les acteurs humanitaires ont assisté plus de 65 000 personnes en abris et plus de 106 000 personnes en biens non alimentaires.

La réponse en eau, hygiène et assainissement (EHA) a permis d'éviter des pertes en vies humaines liées au manque d'eau à la suite des déplacements des populations de Bosso et Yébi. Ainsi, 36 632 personnes ont pu être assistées grâce au système de distribution d'eau potable par camion-citerne (water tracking) et bladders (réservoirs d'eau), aux forages et autres raccordements et extensions des réseaux de distribution d'eau. Depuis janvier, 102 125 personnes ont été assistées en EHA sur les sites prioritaires.

Avant les attaques de mai et juin, seuls 25 pour cent du budget global estimé à environ 75 millions de dollars pour la région de Diffa étaient mobilisés. Au 14 juillet, le taux de financement était de 32 pour cent.

Les besoins prioritaires pour les trois prochains mois ont été actualisés et nécessitent un budget d'environ 15 millions de dollars américains.



Diffa, Niger, Juin 2016: L'eau est un des besoins prioritaires des personnes déplacées de Bosso et de Yébi. La distribution continue dans les zones prioritaires. Crédit : OCHA/Niger

Des aires de défécations ont été mises en place à Kidjendi et Nguel Wanzam, en attendant la construction de latrines d'urgence et les activités de sensibilisation et de promotion des bonnes pratiques d'hygiène.

En fin juin, le cluster EHA estimait que 67 150 personnes avaient besoin d'eau potable sur les sites prioritaires et avait relevé la nécessité de réaliser 1 101 latrines. Un budget de 2,2 millions de dollars américains est requis pour répondre aux besoins en eau potable et en latrines. La concentration de la population dans les communautés d'accueil et les sites spontanés où les conditions d'accès à l'EHA étaient déjà précaires, combinée à la forte mobilité de la population due à la dynamique des déplacements, accentuent le risque de maladies diarrhéiques et de choléra³. Les autorités et le cluster continuent les efforts de prévention des épidémies et de préparation à la réponse.

Face à l'ampleur des besoins et l'insuffisance des ressources, le gouvernement du Niger a lancé le 14 juin un appel à la solidarité internationale pour renforcer l'assistance dans les secteurs prioritaires tels que les abris, l'EHA, la santé, la protection, les vivres, la nutrition et la logistique. En outre, 12 organisations non gouvernementales internationales travaillant au Niger ont demandé à la communauté internationale de soutenir davantage la réponse humanitaire au Niger au regard de l'urgence des besoins. Lien vers le communiqué des 12 ONG : <http://bit.ly/2a1OQsE>

¹ Près de 1 700 tonnes de vivres ont été distribuées.

² Au total 66 886 449 Francs cfa (ou environ 120 000 dollars) ont été distribués.

³ Le flux migratoire avec le nord du Nigeria où 217 cas de choléra et 1 décès ont été enregistrés du 1er janvier au 19 juin fait craindre des risques de contagion.

Evolution de la situation alimentaire

Quelque 2 617 villages agricoles situés dans des zones dites extrêmement vulnérables et abritant une population d'environ 2,1 millions de personnes ont été identifiés en juin par les autorités nigériennes⁴ et les partenaires. La proportion la plus importante de personnes en insécurité alimentaire se trouve à Diffa où une personne sur deux est vulnérable. Le tableau ci-après donne la répartition régionale des personnes vivant dans ces zones. Toutefois une évaluation de la vulnérabilité permettra d'estimer les personnes en l'insécurité alimentaire dans les villages affectés.

Source des données: Dispositif national de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires (juin 2016)

Région	Nb. de zones vulnérables	Villages vulnérables	Populations des villages
Agadez	6	200	71 317
Diffa	8	306	301 907
Dosso	13	326	338 837
Maradi	19	419	285 598
Tahoua	12	164	263 117
Tillabéri	7	353	390 522
Zinder	21	837	477 342
Niamey	4	12	62 213
Total	90	2 617	2 190 853

Les interventions de l'Etat et de ses partenaires à travers ont permis d'assister à l'échelle nationale plus de 966 000 personnes sur une cible de plus de 2,4 millions depuis janvier, soit un taux de couverture de 40 pour cent. Sur cette cible, le Gouvernement a assisté 34 pour cent, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) 46 pour cent, la Cellule Filets Sociaux 8 pour cent, les ONG et autres acteurs 12 pour cent. Le PAM a lancé le 28 juillet un appel d'urgence pour la mobilisation de 21.4 millions de dollars destinés à assister 876 000 personnes pour la période septembre octobre. Cette requête est répartie comme suit : 8,8 millions pour la nutrition, 5 millions pour les cantines scolaires, 5,7 millions pour le programme de vivres contre travail et 1,9 million pour les réfugiés maliens.

Démarrage de la campagne agricole

Sur les 12 266 villages agricoles suivis, 11 909 villages ont effectué des semis au 20 juillet, soit 97 pour cent contre 86 pour cent l'année dernière à la même période. Le tableau ci-après donne la situation par région.

Source des données: Bulletin agro-hydrométéorologique décadaire 2^{ème} décade de juillet.

Régions	Nb. villages agricoles	Villages ayant semé		
		Nb. en 2016	% en 2016	% en 2015
Agadez	254	75	30	
Diffa	606	502	83	21
Dosso	1 722	1 722	100	99
Maradi	2 604	2 604	100	95
Tahoua	1 668	1 664	100	99
Tillabéri	2 000	2 000	100	98
Zinder	3 378	3 308	98	78
Niamey	34	34	100	100
Total Niger	12 166	11 909	97	86

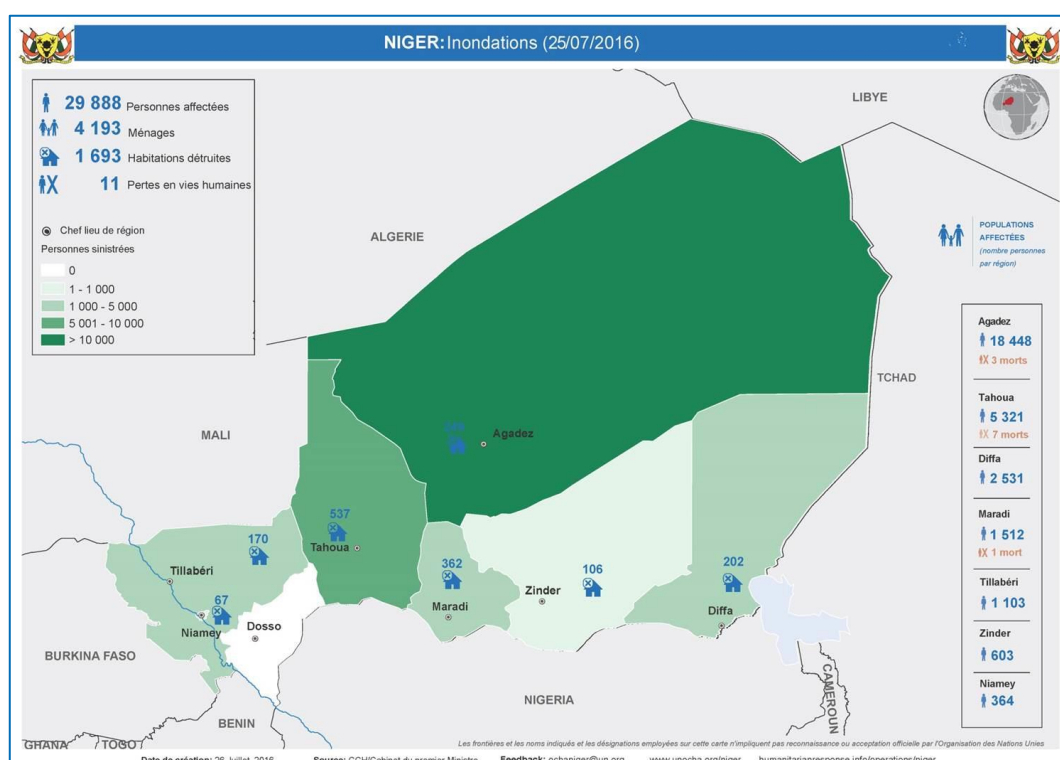
⁴ Rencontre des experts à la suite de la réévaluation de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale conduite sous l'égide du Dispositif National de Prévention et de la Gestion des Catastrophes et des Crises Alimentaires.

Au Niger, même en année de bonnes récoltes, on estime que près de 2,5 millions de personnes sont en insécurité alimentaire chronique. La récurrence des chocs a considérablement affaibli la résilience des ménages et des communautés, mettant ainsi en exergue la nécessité de mettre en place une assistance intégrée et pluriannuelle pour s'attaquer efficacement aux causes profondes de l'insécurité alimentaire chronique.

L'installation de la campagne agricole pourrait être jugée de normale à précoce par rapport à celle de l'année passée selon les experts des services techniques étatiques. Les premières pluies sont enregistrées depuis avril et ont permis d'effectuer des semis partiels dans plusieurs zones agricoles du pays. L'Etat et ses partenaires ont mis en place plus de 3 700 tonnes de semences de céréales⁵ pour assister les ménages agricoles vulnérables.

Près de 30 000 personnes touchées par les inondations

Les fortes pluies enregistrées dans certaines localités du pays en juin ont provoqué des inondations dans plusieurs régions. Au 25 juillet, le bilan de ces intempéries faisait état de 29 888 personnes sinistrées et de 11 morts sur l'ensemble du pays. Agadez et Tahoua sont de loin les régions les plus touchées avec respectivement 60 et 18 pour cent des personnes concernées.



D'importants dégâts matériels et la perte de 19 536 têtes de bétails ont été également enregistrés selon la Cellule de Coordination Humanitaire (CCH).

L'Etat, à travers la CCH, a déjà fourni de l'assistance en vivres et en biens-non alimentaires aux personnes sinistrées. L'assistance en vivres est composée de riz (137T), de mil (65T) et de sorgho (40T).

En outre, la CCH et la Direction de la protection civile, avec l'appui de l'UNICEF, ont assisté plus de 600 ménages en biens non alimentaires à Ingall (Agadez), plus de 100 ménages à Maradi et près de 100 ménages à Guidimouni (Zinder).

⁵ La FAO a mis en place 645 tonnes de semences. Contribution du Gouvernement et des autres partenaires : 2 300 tonnes de mil, 150 tonnes de sorgho, 50 tonnes de maïs et 500 tonnes de niébé. Par ailleurs, le Projet d'Intensification des Productions Agricoles pour la Sécurité Alimentaire dans les régions de Tahoua et Tillabéri a contribué pour 60,1 tonnes de mil et le Programme de Développement de l'Agriculture Familiale dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder pour 36,02 tonnes de mil.

Avec l'appui des partenaires, le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires (DNPGCCA) a conduit une évaluation multisectorielle post catastrophe dans la zone d'Ingall, région d'Agadez. Cette évaluation a permis de mieux cerner les dommages et pertes dus aux inondations afin de mieux apprécier les besoins de relèvement à moyen et long terme.

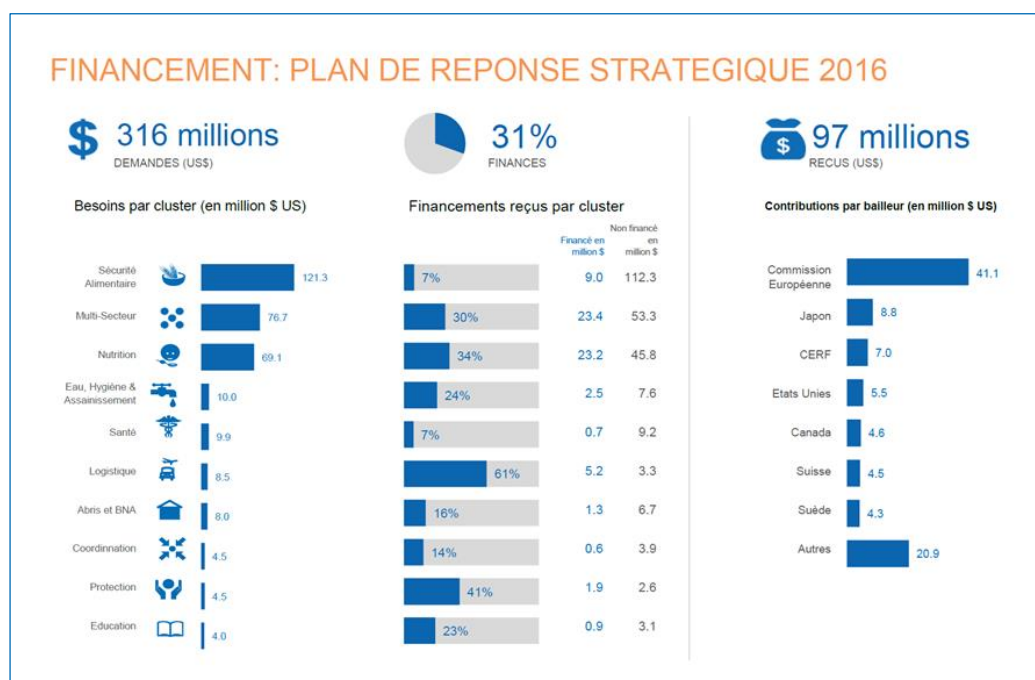
Le Niger dispose d'un plan de contingence multirisque qui intègre la préparation à la réponse aux inondations. Ce plan présente l'avantage de définir les responsabilités qui incombent aux différentes structures une fois que le seuil d'urgence⁶ est atteint.

Selon le plan de contingence multirisque, environ 105 000 personnes pourraient être à risque d'inondation cette année.

Mobilisation de 31 pour cent des fonds requis cette année à la fin du premier semestre

Cette année, les acteurs humanitaires recherchent à travers le plan de réponse stratégique 316 millions de dollars. A la date du 28 juillet, 97 millions de dollars étaient mobilisés; soit un taux de financement de 31 pour cent.

Un taux de financement de 7 pour cent est enregistré aussi bien pour le secteur de la sécurité alimentaire que pour le secteur de la santé à travers le Plan de Réponse Humanitaire. Un financement de 32 millions de dollars américains est alloué à des projets ne faisant pas partie du Plan de Réponse Humanitaire. En 2015 à la même période, sur un besoin de 376 millions, 128 millions avaient été mobilisés, soit un taux de financement de 34 pour cent.



En bref...

Visite au Niger du commissaire européen à l'aide humanitaire d'urgence

Le Commissaire européen en charge de l'aide humanitaire d'urgence, Christos Stylianides et le Coordonnateur Humanitaire régional pour le Sahel, Toby Lanzer, ont effectué le 14 juillet 2016 une visite de travail au Niger pour s'enquérir de la situation humanitaire. Outre la série de rencontres avec les plus hautes autorités du Niger, la mission a eu des rencontres d'échanges avec des acteurs humanitaires. La mission s'est ensuite rendue à Zinder où elle a visité des projets humanitaires relatifs à la lutte contre

⁶ Les différents seuils d'alerte : niveau communal (50 ménages sinistrés), départemental (100 ménages sinistrés), régional (500 ménages sinistrés) et national (supérieur à 500 ménages sinistrés).

la malnutrition chez les enfants de 0 à 5 ans. La Commission de l'Union Européenne, à travers ECHO, figure au nombre des principaux bailleurs de fonds humanitaires du Niger avec une contribution d'environ 52 millions de dollars dont 41 millions destinés au Plan de Réponse Humanitaire et 10,8 millions aux projets ne figurant pas dans le plan de Réponse Humanitaire.

Diffa : 38 Cas de rougeole notifiés

La rougeole constitue actuellement un sujet de préoccupation dans la région de Diffa. Selon les autorités sanitaires, 38 cas de rougeole y ont été enregistrés du 1er janvier au 30 juin 2016. En 2015, à la même période, 85 cas avaient été enregistrés. Les districts sanitaires les plus touchés sont ceux de Nguigmi (21 cas) et de Diffa avec 16 cas. Au total, 42 pour cent de cas enregistrés sont des enfants de 0 à 4 ans. Le suivi de la situation de la rougeole requiert une attention particulière au regard des limites de la capacité opérationnelle des structures sanitaires liées à la crise sécuritaire dans le bassin du Lac Tchad. Une campagne de vaccination conduite par la direction régionale de la santé publique et d'autres acteurs a démarré le 14 juillet et a permis de couvrir les localités de Garin Wazam, Ngagam et Kidjendi. A ce jour, 22 302 enfants ont été vaccinés par MSF Espagne. L'UNICEF soutient la Direction Régionale pour la vaccination dans les districts sanitaires de Mainé-Soroa et de Nguigmi. Au total, 38 409 enfants sont ciblés. La vaccination a démarré le 20 juillet à Nguigmi et le 21 juillet à Chetimari. L'opération se poursuivra dans la ville de Diffa avec MSF Suisse.

Atelier national sur la préparation de la réponse aux urgences

OCHA a organisé du 19 au 20 juillet 2016 à Niamey un atelier de renforcement des capacités des partenaires humanitaires sur la préparation à la réponse d'urgence (ERP). Cet atelier avait pour but de faciliter l'élaboration d'un plan de contingence inter-agence qui viendra en appui au Plan de Contingence Multirisque National. Ce plan prend en compte les mécanismes existants au niveau national, les acteurs nationaux et internationaux intervenant au Niger ainsi que les capacités disponibles pour assurer une réponse efficace aux urgences. L'ERP est un outil destiné prioritairement aux coordonnateurs et équipes humanitaires pays pour leur préparation à la réponse aux situations d'urgence éventuelles.

Cet exercice aura permis, entre autres, (1) de développer une compréhension commune des risques au niveau du pays, (2) d'élaborer un système de surveillance des risques garantissant la mise en place de mesures de prévention lorsque cela est nécessaire ; (3) d'établir un niveau minimum de préparation face aux crises multiples; (4) d'identifier les mécanismes en place au niveau national, les acteurs nationaux et internationaux ainsi que les capacités disponibles pour assurer une réponse efficace aux urgences. Une première mouture du Plan de contingence inter agence a été élaborée et les travaux vont se poursuivre au niveau de différents clusters.

Pour une meilleure prise en compte de la dimension genre dans les programmes humanitaires

En collaboration avec OCHA, UNWOMEN a organisé, du 11 au 13 juillet, un atelier sur l'intégration du Genre dans les actions humanitaires au profit d'une centaine d'acteurs humanitaires au Niger.

L'objectif principal de l'atelier était de renforcer les capacités de ces acteurs sur la planification et la réponse humanitaire sensible au genre. L'expérience a montré que les réponses aux crises et catastrophes peuvent être encore plus efficaces si les programmes d'interventions faisaient davantage attention aux besoins spécifiques de chaque catégorie de personnes affectées par les crises : les femmes, personnes âgées (hommes et femmes), personnes vivant avec des handicaps et ou avec des maladies chroniques. La prise en compte du genre consiste à désagréger systématiquement les données démographiques par âge, sexe et catégories, afin de pouvoir répondre aux besoins spécifiques des populations.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Dieudonné Bamouni, Chef de Bureau, dieudonneb@un.org, Tél. (+ 227) 96 00 94 98

Katy Thiam, Chargée de l'Information Publique et du Plaidoyer, thiamk@un.org, Tél. (+227) 99 71 71 39

Federica Gabellini, Chargée de la Gestion de l'Information, gabellini@un.org, Tél. : (+227) 99 55 04 48

Boubacar H. Abdoulaye, Assistant Chargé de l'Information Publique, boubacarhamanil@un.org, Tél. (+227) 97869615